

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Élections générales/PDG : le "SG" rameute les troupes dans l'Estuaire

Photo: Jocelyn Abila



Le «SG» du PDG, Steeve Nzegho Dieko, exhortant les hiérarques de l'Estuaire à plus d'unité et cohésion.

J. KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

À un peu plus d'un mois de la tenue des élections générales prévues le 26 août prochain, c'est une rencontre pour le moins importante qu'a présidée hier, à l'Immeuble Arambo, le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Steeve Nzegho Dieko, avec les hiérarques de sa formation politique militant dans la province de l'Estuaire.

Occasion pour lui d'appeler les uns et les autres à plus de responsabilité, d'humilité, de cohésion et d'unité afin que les dysfonctionnements constatés en 2016, lors du dernier scrutin présidentiel, ne se reproduisent plus. D'autant plus que, a-t-il men-

tionné, " avec 42 % du poids électoral, l'Estuaire constitue, à n'en point douter, un enjeu de taille pour l'élection du président de la République".

De fait, a-t-il fait valoir, il importe à tout un chacun de s'impliquer pleinement et efficacement, avec loyauté, abnégation, sincérité, humilité afin que " le candidat naturel du PDG triomphe dans l'Estuaire au soir du 26 août prochain".

Une exhortation d'autant plus pertinente que Steeve Nzegho Dieko a pointé du doigt les "frustrations et autres déceptions" que certains militants et autres cadres de l'Estuaire traîneraient à la suite des investitures aux législatives et locales. Aussi compréhensibles qu'elles soient, il est

plus que primordial, à ses yeux, de privilégier "l'intérêt supérieur du parti et de son chef suprême Ali Bongo Ondimba".

Pour ce faire, Steeve Nzegho Dieko a relevé la nécessité d'aborder les échéances électorales à venir en rangs serrés en taisant " les querelles intestines et autres turpitudes" qui feraient en sorte que le PDG retombe dans ses travers d'antan. D'autant plus que, a-t-il précisé, " nul n'est indispensable au PDG si ce n'est Ali Bongo Ondimba".

Bref, c'est un " message de vérité et franchise" qu'il a délivré à ses troupes. Non sans avoir souligné qu'il entreprendrait, dans les jours à venir, une tournée afin de s'assurer de l'application de ses observations.

Le RPM crie haro sur l'achat des consciences

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

À un mois de l'élection présidentielle, Alexandre Barro Chambrier, président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), par ailleurs candidat à la présidentielle de 2023, a repris son bâton de pèlerin. En effet, ce dernier séjourne depuis le week-end, et ce jusqu'à demain (mardi) dans la province du Haut-Ogooué. Un séjour du leader du RPM intervenant après l'escale de Makokou, capitale provinciale de l'Ogooué-Ivindo. Aussi bien dans l'Ogooué-Ivindo que dans le Haut-Ogooué, le candidat briguant la magistrature suprême s'est voulu rassurant mais surtout déterminé à mettre un terme à l'hégémonie du Parti démocratique gabonais (PDG) à la tête du pays.

"Je suis venu vous dire qu'en 2023, nous allons avoir l'alternance et le changement. Je suis venu vous demander de ne pas relâcher vos efforts. La souffrance a assez duré. Je suis venu vous dire que nous allons tourner la

page. Et ça, malgré toutes les petites manœuvres", a-t-il déclaré sans détour.

Non sans dénoncer les difficiles conditions de vie des populations de l'hinterland. Dégradation du réseau routier, absence d'infrastructures sanitaires et scolaires, conflit homme-éléphant, bref la tête de file du RPM n'a pas fait dans la langue de bois. Avant d'inviter les siens à ne pas céder aux sirènes de l'achat des consciences en période électorale.

"Nous allons tout faire pour libérer le Gabon. Vous ne devez pas changer de position pour un billet de 5 à 10 mille FCFA. L'heure de vérité est arrivée, ne vous trompez plus de bulletin de vote", a-t-il martelé.

S'agissant de la pluralité des candidatures de son bord à la présidentielle à venir, il n'a pas manqué de déclarer que "l'opposition est en train de s'unir".

Bon à savoir : demain il tiendra sans aucun doute le même langage à Moanda avant de boucler son périple par la ville de Koula-Moutou dans la province de l'Ogooué-Lolo.



Photo: DR

Barro Chambrier s'adressant aux populations de Makokou.

La Semaine Entre espoir et pessimisme

Il est évident qu'en pareille période, les activités politiques dominent l'actualité. La semaine qui s'est achevée hier n'a pas dérogé à cette réalité. Même si d'autres secteurs se sont également illustrés. C'est le cas de l'économie avec la mise en application d'une nouvelle mercuriale, fruit d'un accord entre le gouvernement et ses partenaires, notamment les acteurs économiques et les organisations syndicales.

Tout cela fait suite aux assises nationales contre la vie chère organisées par le gouvernement en avril dernier. Et parmi les recommandations de ce conclave, figurait la mise en œuvre d'une nouvelle mercuriale. Celle-ci est donc désormais disponible.

Toutefois, ce pas réalisé par le gouvernement, quoiqu'important, semble connaître des limites si l'objectif réel visé est la lutte contre la vie chère. D'autant plus que la vocation d'une mercuriale n'est pas de baisser les prix, mais plutôt de les bloquer à un niveau pendant une période précise.

Selon certains spécialistes, ce fait est classé parmi les causes de l'inefficacité des précédentes mercuriales dans la lutte contre la vie chère. D'où la nécessité, selon eux, d'associer à cette mesure d'autres. Et les assises sur la vie chère en avaient proposé.

A noter également l'absence des produits locaux dans la nouvelle mercuriale. Une absence que déplorent nombre d'organisations des consommateurs. Selon leurs membres, il est tout aussi urgent d'exercer un contrôle sur les prix desdits produits, surtout ceux issus de l'agriculture. Voilà pourquoi cette nouvelle mercuriale suscite chez les populations, à la fois espoir et pessimisme. En attendant la suite...

S'agissant de la politique, on note que la pré-campagne se poursuit à l'intérieur du pays, comme cela a été le cas pour Raymond Ndong Sima et Alexandre Barro Chambrier qui étaient dans l'Ogooué-Ivindo et le Haut-Ogooué.

De son côté, Pierre-Claver Maganga Moussavou a animé une conférence de presse. Occasion pour lui de proposer au Centre gabonais des élections (CGE) de programmer les élections générales à venir sur deux jours : le scrutin présidentiel le samedi (26 août) ; et les législatives et les locales, le lendemain...

Pour leur part, ses collègues de la plateforme "Alternance 2023" ont fait une déclaration par la voix de son président actuel, François Ndong Obiang. Ils ont essentiellement dénoncé ce qu'ils ont qualifié de "dysfonctionnements" dans l'organisation des prochaines élections. Ces derniers, associés à des membres de la société civile, étaient par ailleurs auditionnés à la Cour constitutionnelle par rapport à la requête qu'ils y ont introduite pour demander l'annulation des récentes modifications du Code électoral. En attendant la suite.

ONDOUBA'NTSIBAH